

## Un membre de ICG entendu par la justice burundaise

PANA, 19/08/2008 Bujumbura, Burundi - Le représentant de l'"International crisis group" (ICG) au Burundi, Willy Nindorera, a été entendu, mardi, par la justice à Bujumbura, dans le cadre d'une enquête sur de présumés agissements "irréguliers" de la Société civile burundaise, a-t-on appris de source associative. Le responsable de ICG a comparu, dans le même dossier, ensemble avec la secrétaire exécutive de la ligue "Iteka" (dignité, en langue nationale, le kirundi), qui oeuvre à la défense des droits de l'Homme, Mme Chantal Niyokindi.

Cette saga judiciaire a commencé lundi par la comparution du président sortant de Iteka, Jean-Marie Vianney Kavumbagu et d'un autre membre actif de la ligue, Joseph Mujiji. Le principal chef d'accusation pour tous ces activistes des droits de l'Homme serait lié à des rumeurs qu'ils auraient faites dans les médias locaux sur un plan du pouvoir visant à déstabiliser l'opposition. Au sortir des interrogatoires, certains prévenus ont nié les faits qui leur sont reprochés et parlé d'un "montage" destiné à faire taire la Société civile de plus en plus regardante sur la gestion des affaires du pays. Un autre membre actif de la Société civile locale, actuellement président de l'Observatoire de la corruption et des malversations économiques (OLUCOME), Gabriel Rufyiri, a comparu également lundi devant la justice après avoir multiplié des déclarations dénonçant la mauvaise gestion et le détournement des deniers publics.